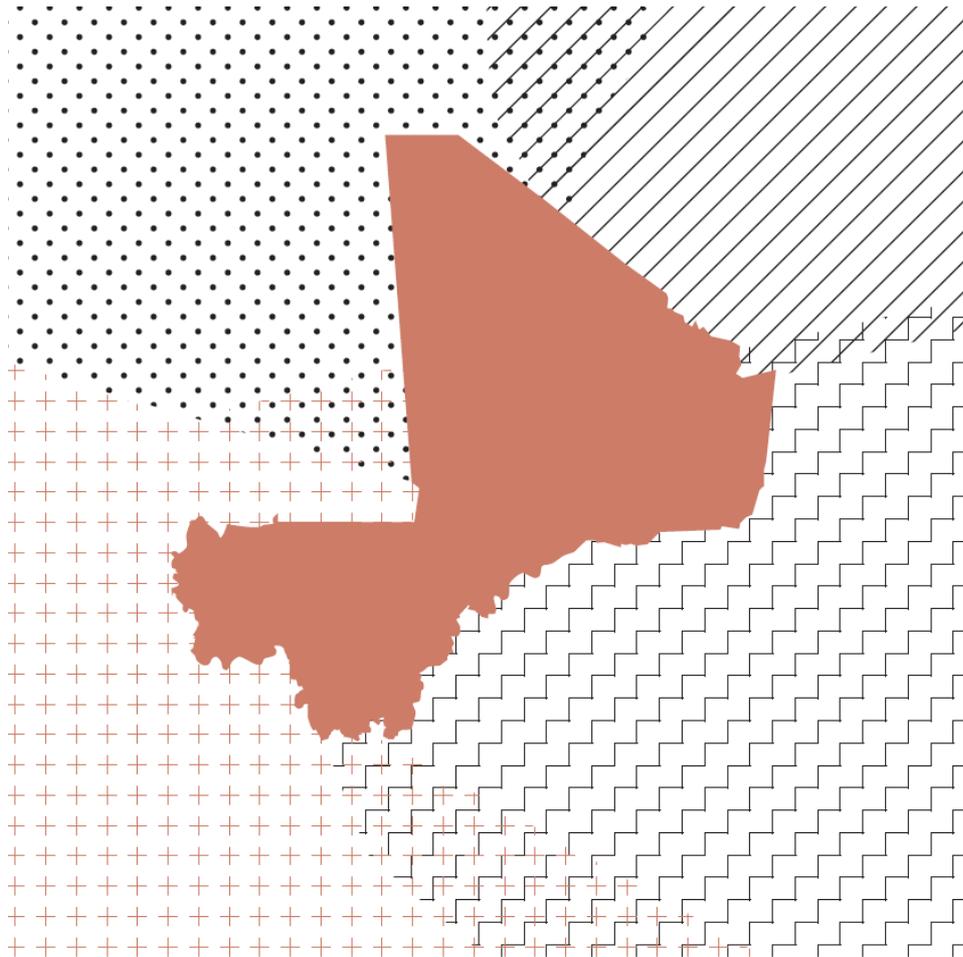


W O S C A P

ENHANCING EU PEACEBUILDING CAPABILITIES



Discussion sur le capitalisation des interventions de l'Union européenne pour le consolidation de la paix au Mali: Rapport sur le table ronde a Bamako

WANEP - Mali & Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC)

Colophon

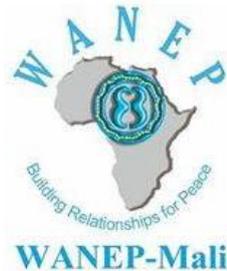
DISCUSSION SUR LE CAPITALISATION DES INTERVENTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU MALI: RAPPORT SUR LE TABLE RONDE A BAMAKO

31 July 2017

Deliverable 5.2: Roundtable report Mali

West Africa Network for Peacebuilding - WANEP - Mali &

Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC)



Whole of Society Conflict Prevention and Peacebuilding

The Roundtable report Mali was produced as part of the project “Whole-of-Society Conflict Prevention and Peacebuilding” (WOSCAP). It summarizes the aims and results of the Policy Roundtable that was organised by WANEP - Mali, in partnership with the University of Law and Political Sciences of Bamako (USJPB), ESSEC IRENE and GPPAC, on 22 July 2017 in Bamako, Mali. The aim of the roundtable was to engage with the EU national representation, local and international representatives, regional organisations, local UN agencies and local stakeholders to discuss the case study conclusions and collect input for recommendations relevant to enhance the EU's capabilities in conflict prevention and peacebuilding. The report is in French.

W O S C A P

ENHANCING EU PEACEBUILDING CAPABILITIES



This project is funded by the EU's Horizon 2020
Research and Innovation Programme
Grant agreement no. 653866

This document only reflects the views of author(s), and the EU is not responsible for how the information may be used.

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du Whole of Society for Conflict Prevention and Peacebuilding (WOSCAP) – Prévention des conflits et consolidation de la paix en situation post crise: capitalisation des interventions de l'Union européenne, WANEP (West Africa Network for Peacebuilding) en partenariat avec l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB) a organisé une table ronde d'une journée le samedi, 22 juillet 2017 à la salle de conférence de l'USJPB.

Ont pris part à la table ronde 37 participants (8 femmes et 29 hommes). La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Mahamadou Maré, conseiller Technique au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en présence de la Représente de la Délégation de l'Union européenne, Madame Anne-Catherine Claude, chargé de Programme, section Economie et Gouvernance, Pr Moussa Djiré, Recteur de l'USJBP et coordinateur de la Recherche scientifique du projet WOSCAP, du Pr Naffet Keita, membre du Conseil d'Administration de WANEP, le Représentant de l'EUCAP-Sahel Mali, Monsieur Michiel M. van den Berg, Conseiller auprès du ministère de la Défense et les représentants des organisations de la société civile maliennes.



Contexte

Le projet WOSCAP concerne une douze d'instituts universitaires en Afrique en Asie et en Europe. Il s'agissait pour ces instituts universitaires d'examiner l'intervention de l'Union européenne à travers des études de cas dans les domaines de la Gouvernance, de la Diplomatie à voix multiple et de la réforme du secteur de la sécurité.

La recherche porte sur quatre pays (la Géorgie, le Mali, l'Ukraine et le Yémen) et les résultats sont complétés par des études théoriques des politiques de l'UE dans d'autres contextes.

Pour le Mali, l'Université des Sciences Juridiques et Politiques (USJPB) a produit un rapport d'étude de cas qui a fait l'objet d'un atelier de restitution en septembre 2016 avec les organisations de la société et autres partenaires.

Rappel des objectifs de l'atelier:

La présente table ronde avait les objectifs suivants:

- Partager les résultats finaux
- Contribuer au débat sur les interventions internationales au Mali,
- Enrichir les résultats obtenus et contribuer à l'élaboration de la note de politique (Policy brief)¹.

Déroulement des activités

1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture, présidée par le représentant du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a été marquée par trois interventions :

1.1 Mots de Bienvenue du Coordinateur du projet

Après avoir observé le protocolaire et les remerciements, le coordinateur du projet Monsieur Moussa Djiré a brièvement présenté le projet et le contexte dans lequel le rapport du Mali a été élaboré.

Il d'emblée souligné qu'il s'agit d'un atelier de partage des résultats d'une recherche globale sur la capitalisation des interventions de l'Union européenne. Au cours de cette session, il s'agira de recueillir les observations des acteurs de la société civile pour la rédaction d'une note de politique destinée à l'Union européenne, a martelé M. Djiré.

Il a aussi rappelé que cette étude est un aspect d'une grande mission regroupant les acteurs de la société civile, des universitaires et des acteurs Etatiques.

Il a tenu à exprimer ses remerciements sincères à l'endroit de l'Union européenne pour avoir financé cette recherche et pour s'être appuyé sur les institutions Universitaires pour sa réalisation. Il terminé ces propos en exhortant les participants à un débats franc et constructif tout en remerciant les uns et les autres pour l'intérêt qu'ils accordent à un travail scientifique.

¹ Le Policy Brief présentée est disponible sur demande (et inclus dans D5.5).

1.2 Mots de circonstance du représentant du CA WANEP-Mali

A son tour, le représentant du Conseil d'Administration du WANEP-Mali, au nom de l'ensemble du CA et du secrétariat de WANEP-Mali, a exprimé l'importance que WANEP accorde aux questions de paix et de prévention de conflits au Mali et en Afrique.

Il a rappelé les objectifs de WANEP-Mali qui se résume substantiellement au fait de permettre et de faciliter le développement des mécanismes de coopération entre les communautés et des organisations de la société civile impliquées dans le domaine de l'édification de la paix en vue de participer à la réalisation d'une société où il fait bon de vivre.

Le WANEP-Mali en tant qu'organisation faitière regroupant une soixantaine d'organisations membres et présent sur toute l'étendue du pays à travers ses points focaux participe à cet évènement en sa qualité d'organisation membre de GPPAC, qui est chargé de la coordination de la mise en œuvre du projet WOSCAP. En effet, WANEP-Mali a été impliqué dans les travaux du Mali comme partenaire de mise en œuvre du projet, à travers le GPPAC.

Pour terminer ces propos, il a remercié les acteurs universitaires pour la qualité du travail abattu et a invité les acteurs de la société civile à une discussion de qualité en vue d'enrichir la note de politique d'orientation élaborée à l'endroit de l'Union européenne.

1.3 L'allocution de la représentante de la délégation de l'Union européenne au Mali

Madame Anne-Catherine Claude a exprimé toute la satisfaction qui est la sienne pour être témoin d'une rencontre d'un tel niveau qui s'inscrit dans la dynamique de recherche enclenchée depuis deux ans par l'Union européenne et ses partenaires.

Elle a ensuite souligné le caractère multi-facettes des interventions de l'UE au Mali. Selon Madame Claude, ces interventions sont essentiellement consignées dans le document stratégique du FED (Fond Européen de Développement) qui s'élève à une enveloppe financière de 615 millions d'euros pour la période 2014/2020.

L'UE se tient aux côtés de l'Etat du Mali dans ses efforts de reconstruction du pays dans les domaines de la sécurité, la réforme de la gouvernance à travers le fond fiduciaire d'urgence, d'où le financement à ce jour de 9 projets.

Enfin elle a rappelé l'importance que l'UE accorde au cas du Mali eu égard à certaines concertations considérations stratégiques d'où sa volonté récente d'octroyer 50 millions d'Euros pour permettre à la force conjointe du G5 Sahel d'être opérationnelle.

Elle a souhaité plein succès aux travaux tout en invitant les participants à des discussions fructueuses et toute la disponibilité de sa mission à prendre en compte les orientations que l'équipe de chercheurs leur soumettra.

1.4 Discours d'ouverture du représentant du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Monsieur Marré a transmis les salutations distinguées du Ministre à l'ensemble des acteurs universitaires et de la société civile pour l'intérêt qu'ils accordent à la production intellectuelle.

L'importance du projet WOSCAP qui s'est donné comme ambition de d'analyser les interventions de l'Union européenne afin de l'adapter aux besoins spécifiques du pays en matière de la diplomatie à voie multiples (DVM), la réforme du secteur de sécurité (RSS) et le domaine des réformes de gouvernance (GOV). Que les résultats tangibles obtenus déjà constituent la preuve que les ressources humaines de qualités sont disponibles à l'université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako et sont engagés à contribuer au développement du pays.

C'est en invitant à un débat de qualité qu'il a déclaré ouverts les travaux de la Table Ronde autour du rapport d'orientation des interventions de l'Union européenne au Mali.



2. Présentation des axes du rapport

Cette étape a constitué à l'exposé sommaire des grands éléments du rapport sur les différents axes de recherche couverts par le projet. Mais avant, le coordinateur scientifique de la recherche a fait un exposé introductif sur le projet WOSCAP.

2.1 Introduction au contexte du projet WOSCAP

D'entrée du jeu, le Pr Moussa Djiré a précisé une fois de plus qu'il s'agit de partager les résultats de l'étude et non une validation du rapport. Puisse que le rapport a fait l'objet de validation à d'autre niveau. Il s'agira aussi de croiser les regards de différents acteurs pour que les objectifs de l'atelier soient pleinement atteints.

Il a informé que WOSCAP est un concept qui se développe de plus en plus ; qui vise une approche holistique dans la résolution des questions liées aux conflits et à l'édification de la paix. Il est désormais admis de tous que les conflits dépassent la compétence des seuls acteurs Etatiques et Internationaux, et que l'implication des acteurs locaux et communautaires est indispensable.

Contexte et justification

Le phénomène de l'internationalisation des conflits exige une prise en compte de l'approche multi-acteurs dans le traitement et la prévention des conflits. Les questions directrices qui ont orientées la recherche étaient les suivantes:

- Dans quelle mesure les interventions de l'union européenne contribuent-elles à la prévention des conflits?
- Quelles sont alors les actions de l'UE eu égard aux critères issus de la déclaration de Paris dont la perception des acteurs de la société civile occupe une bonne place?

C'est sur ces questions que les axes de recherches retenus pour les pôles de recherche du Mali dans le cadre du présent projet ont été les suivants:

- La diplomatie à voie multiple,
- La réforme du secteur de la sécurité,
- La réforme des gouvernances.

Il a souligné que le projet WOSCAP est exécuté sous la coordination des Pays-Bas à travers GPPAC avec des universités et d'autres institutions en France, Grande Bretagne, Allemagne, Espagne, Yémén, Ukraine et Géorgie. C'est un projet de deux ans et demi pour essentiellement des études exploratoires et analyses théoriques. Des travaux préliminaires ont aussi été effectués et qui ont permis de définir les concepts. Les résultats de ces travaux sont contenus dans un rapport disponible sur le site web de WOSCAP.²

² www.woscap.eu/publications

La tenue d'un atelier méthodologique à la Haye et à Barcelone et une revue à mi-parcours, ont été réalisés. Les dialogues politiques ont été l'occasion de faire l'analyse politique et une étude comparative entre le cas malien et afghan. L'atelier d'aujourd'hui entre dans la catégorie de dialogues politiques en vue de confronter des perceptions venants d'acteurs diversifiés. Il ensuite présenté l'équipe du projet qui est constituée de 7 chercheurs (entre autre le coordinateur et trois binômes constitués de chercheurs seniors et juniors).

Quant à la métrologie de recherche, elle a constitué à la recherche documentaire et aux interviews qui ont touchées 76 personnalités bien imprégnées de la situation du Mali. Les études de cas ont permis d'obtenir un premier résultat en Septembre 2016. C'est tout ce processus qui a permis d'élaborer le présent rapport.

2.2 Présentation du Pr. Bakary CAMARA de l'axe diplomatie à voie multiple

Structurée autour de quatre axes, cette présentation était un résumé succinct de la partie du rapport concernant la diplomatie à voix multiple. Il a parlé sur les différentes gammes en stratégies d'intervention politique utilisées par l'UE dans son intervention au Mali. Il est revenu sur la particularité géographique du Mali qui fait que la stabilité de ses voisins et du Sahel en général dépend de sa situation sécuritaire.

Il a rappelé que l'Union européenne est un acteur de premier plan dans la résolution du conflit malien pour sa crédibilité et la confiance dont elle bénéficie auprès des acteurs du conflit. Mais les interventions de l'UE seraient plus efficaces si certaines lacunes pouvaient être corrigées. Au nombre de ces lacunes, nous pouvons citer le manque de coordination entre les acteurs de l'UE notamment le manque de visibilité des actions de l'UE qui sont parfois confondues avec certains pays membres.

Son rôle dans le processus de négociation et de mise en œuvre de l'accord d'Alger est considérable pour avoir été au début et très présent dans la mise en œuvre de l'accord. Il a rappelé quelques projets sous l'initiative de l'UE pour soutenir le pays à se relever.

Au regard de ce qui précède, il fait les recommandations suivantes:

- Faire une plus grande ouverture aux acteurs de la société civile;
- Simplifier les procédures de l'UE dans ses rapports avec les partenaires locaux;
- Une plus grande affirmation de l'UE sur l'échiquier politique malien.

2.3 Présentation sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

Cette présentation a été assuré par Dr. Kissima Gakou qui a d'abord rappelé le contexte d'insécurité et d'effondrement qui caractérise la situation du Mali depuis 2012 et les acteurs qui sont les groupes rebelles, les terroristes et les autorités maliennes.

S'appuyant sur une problématique de base, l'équipe de recherche a effectué des études de cas et des enquêtes de terrain pour aboutir aux résultats consignés dans le rapport.

Les études de cas ont portées sur les missions EUTM et EUCAP-Sahel. Il a souligné que la première mission est consacrée à la formation des militaires maliens et la seconde qui est essentiellement de conseil et d'appui aux orientations stratégiques en matière de sécurité.

Il a rappelé les missions importantes de l'Union européenne en termes d'appui à l'Etat du Mali dans la reconstruction de son armée. A cet effet, l'EUTM qui assure la mise à niveau des militaires maliens forme les bataillons opérationnels pour contenir la menace sur le terrain.

Quant à l'EUCAP Sahel, les forces de sécurité (la police et la gendarmerie) ont bénéficiées d'une assistance soutenue dans les documents assez techniques jusqu'ici pas trop développés au Mali. En termes de défis pour ces missions, la relative disparité entre les approches des différents pays et le fait que les besoins de formation sont parfois en déphasage avec les offres de formations constituent points à améliorer.

Aussi, la non prise en compte de l'expertise locale dans les modules de formation constitue une imperfection qu'il serait mieux de corriger.

Fort heureusement que l'EUCAP Sahel a déjà apporté quelques ajustements dans sa démarche pour corriger certaines lacunes mais jusqu'ici, il n'y a pas de formation des formateurs ce qui pourra créer des vides dans le future quand la mission arrivera à terme. Alors que la crise malienne a mis en évidence comment le manque de perspectives peut amener un pays dans les situations de troubles.

Il a enfin souligné que les processus de sortie de crise sont souvent caractérisés par le manque de coordination et que l'aspect programmatique est moins développé dans les initiatives ce qui à la longue pourrait sensiblement affecter les résultats.

2.4 Présentation sur L'axe de la gouvernance

L'amélioration de la bonne gouvernance est une priorité dans l'intervention de l'UE au Mali, a souligné le présentateur, M. Hafizou Boncana. A cet effet, il a souligné que d'éléments de sa présentation ont été prise en compte dans la présentation du Pr. CAMARA sur la diplomatie à voix multiple.

Il a rappelé quelques projets et programmes que l'UE financé au Mali dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance et l'amélioration de la qualité de l'administration publique.

Sur le second volet du présent axe, il a informé que l'Union européenne appuie les acteurs de la société civile à travers des projets et programmes. Mais le travail avec les acteurs de la société civile est souvent jalonné d'incidents notamment la mise en œuvre du PAOCI et II.

En termes de perspectives d'amélioration, il a estimé du moins selon les résultats de l'étude que la durée des financements est le plus souvent trop courte, toute chose qui pourrait freiner la pérennisation des acquis. Aussi que l'Union européenne devrait davantage travailler à une plus grande visibilité de ses actions en s'appuyant sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

3. Les débats

Les problématiques fondamentales soulevées par les participants ont été les suivantes:

- Le rapport fait état des interviews qui ont été réalisés lors de son élaboration. Un participant se demande quels ont été les critères qui ont prévalu aux choix des personnes interviewées.
- Certains ont demandé à savoir quelles peuvent être les actions que l'UE peut entreprendre pour soutenir la mise en œuvre de l'accord pour la paix?
- Un participant venu de la région de Kayes, situé au sud du Mali, demande à connaître le critère qui a prévalu au choix des régions retenues pour les recherches. Pendant qu'un autre de Koulikoro s'inquiète du phénomène de militarisation de la vie des populations civiles dans la ville de Koulikoro du fait de la présence de la mission EUTM.
- Une participante demande à être édifiée sur le rôle que joue l'UE dans l'accompagnement des victimes de viols?
- Sous la forme d'une contribution, un participant venu du nord est intervenu pour clarifier certaines affirmations relatives à la gestion du PAOC. Selon lui, ce programme a été géré par l'Union européenne elle-même.

Certains se sont interrogés sur l'efficacité des formations de l'EUTM puisque qu'à leur avis, après ces formations le nombre de militaires maliens tués au cours des combats a augmenté.

Eu égard aux enveloppes investies, quels sont les résultats tangibles obtenus sur le terrain? Puisque qu'un participant de l'intérieur affirme que la situation de sa région se détériore de jour en jour.

Un participant demande à être édifié sur l'approche de l'UE sur la RSS au Mali.

Les éléments de réponse

En réalité, cette étude était une étude orientée et non généralisée pour analyser et critiquer les interventions de l'UE dans notre pays. Nous travaillons en perspective pour une étude plus globale qui prend en compte certaines de ces questions; a affirmé un des chercheurs.

Sur la mise en œuvre de l'accord, l'UE joue un rôle extrêmement important qui est bien développé dans le rapport d'étude. Globalement, elle joue d'une crédibilité et d'une impartialité qui peut aider dans la mise en œuvre de l'accord. Les chercheurs estiment que dans l'ensemble et surtout sur le plan de la diplomatie à voies multiples, l'UE fait de son mieux pour faire pression sur les partis signataires de l'accord à plus d'engagement dans les actions.

Mais un universitaire a souligné l'importance de notre rôle à nous-même. Il a affirmé qu'au lieu d'en vouloir aux autres, nous nous devons de nous accuser nous-même en tant qu'acteurs nationaux et en tant que citoyen. Puisque que toute cette situation procède de notre incapacité à faire face à nos défis. La sécurité et l'économie vont ensemble tant que l'Afrique ne comprendra pas cela, on n'ira nulle part a-t-il martelé.

Sur le renforcement de la capacité opérationnelle des militaires, un universitaire a aussi affirmé du bout des lèvres que l'impact de ses formations n'est pas trop visible sur le terrain eu égard aux défaites que l'armée malienne continue à subir sur le théâtre des opérations.

Sur la Réforme du Secteur de la Sécurité, les chercheurs ont déploré le manque de coordination dans ce domaine. Puisse que nous sommes allées chercher un outil sans pour autant pouvoir l'adapter à notre besoin et à nos réalités.

L'UE fait ces études parce qu'il y a une responsabilité sociétale et mondiale face certaines situations. Le problème majeur aujourd'hui avec la RSS demeure la définition d'une approche type pour le Mali en matière de RSS. Aussi, une fois la stratégie définie, il revient aux acteurs de travailler à la dissémination de l'approche.

Pour ce qui concerne les appuis aux femmes, l'UE a soutenu le retour de l'administration au nord et a réhabilité les centres de santé et les écoles. Elle dispose également de fonds spécifique qui consistent à soutenir les actions entrant dans le cadre de la promotion de la femme. Certaines mesures de l'Union encouragent les OSC intégrer les OSC féminines dans les projets.

Sur la communication, des efforts restent à faire si non déjà beaucoup a été fait en terme de visibilité notamment l'insigne de l'UE sur les outils et matériels des projets financés par l'UE.

Sur les procédures trop rigoureuses de financement de l'UE, les interventions ont été les plus soutenues notamment la faible capacité de certaines organisations de la société civile à pouvoir répondre aux critères de financement de l'UE. Mais en définitive cette question est plus complexe puisse que ces mesures ont, pour la plupart, été adoptées par les bailleurs en réaction à des comportements peu désirables de la part de certains acteurs de la société civile.

Sur les causes qui jouent sur le moral des troupes, cela est de la responsabilité exclusive des autorités maliennes. Il revient au maliens de prendre en charge le développement de leur pays. Il est incontestable aujourd'hui que l'UE est le premier partenaire au développement du Mali mais que ces fonds soient détournés reste la seule responsabilité du Mali.

L'équipe était seulement chargée de faire des recherches sur le cas malien. C'est après la synthèse globale du projet que nous pourrons vous faire un retour et de vous permettre d'avoir une vue croisée sur les attitudes de l'UE.

Sur l'accompagnement technique, le gouvernement du Mali lors d'un conseil des Ministres a informé la création très prochaine d'une Direction de la Police Scientifique. Il faut reconnaître que cette action découle de l'accompagnement de l'UE à travers la Mission d'EUCAP-Sahel.

L'UE vient récemment d'accorder un appui considérable au G5Sahel, toute chose qui pourrait contribuer à la stabilisation progressive du pays et permettre une mise en œuvre rapide de l'accord de paix.

Ce n'est pas le secteur global de la gouvernance qui a fait l'objet d'étude ici, nous nous sommes intéressés à l'appui à la décentralisation mais c'est l'examen complet du rapport d'étude qui permettra de rendre compte de cette situation puisse que l'UE considère que le développement sera soutenu si la décentralisation est mieux mise en œuvre et que si la société civile était de plus en plus renforcée dans ces actions.

4. Présentation de la Policy Brief (Universitaires / Acteurs de la Société Civile)

Cette présentation est issue de la note de politique d'orientation élaborée par les acteurs de la société civile et les universitaires et ressort de l'analyse multi-acteurs du rapport du projet WOSCAP.

En effet, au cours de la présente session, l'accent a été mis sur la perception des acteurs de la société civile sur le contenu du rapport.

Il a été questionné dans un premier temps des rapports de partenariat entre l'UE et la société civile qui a aujourd'hui pris une dimension qui échappe au contrôle et la supervision des pouvoirs publics. Que cela pourrait à la longue avoir comme conséquence la faiblesse de l'Etat eu égard au fait que les acteurs non Etatiques sont plus visibles à certains endroits mieux que l'Etat.

Ensuite, deuxième élément était une question relative à la non valorisation de l'expertise locale dans la mise en œuvre de certains projets effectués par des staffs composés d'Européens. A titre illustratif, le processus de Bruxelles a montré que seul 20% des fonds mobilisés sont passé par le trésor public. Cela prouve à suffisance que l'Etat est relégué au second plan et les ressources humaines de la société civile ne sont pas toujours exploitées à hauteur de souhait.

Aussi, il ressort de cette présentation que la réforme du secteur de la sécurité, pour plus de cohérence nécessite une certaine adéquation entre les offres de formations et le matériel militaire utilisé sur le terrain. A cette effet, les acteurs de la société civile ont exprimé leur incompréhension du fait que le matériel militaire utilisé sur le terrain vient pour la plupart de la Russie et des pays de l'Europe de l'Est ne faisant pas fondamentalement partie de l'UE, alors que les formations techniques reçue par nos soldats sont exclusivement animées par des experts européens.

Certains participants se sont interrogés sur la personne même du soldat malien allant à soutenir que le besoin moral est plus déterminant que tout le reste. A ce titre, ils proposent que l'UE travaille en partenariat avec l'ensemble des acteurs y compris ceux de la société civile pour lutter contre les causes profondes qui affectent le moral des troupes.

Enfin il a aussi été souligné le fait qu'il n'y a pas de concertations soutenues à l'avance entre les acteurs de la société civile et l'UE dans l'élaboration des plans stratégiques de développement qui découle du manque de communication entre les parties prenantes.



Conclusion

La tenue de la table ronde a permis aux chercheurs de présenter les grandes lignes des résultats de leurs recherches avec divers acteurs dont les organisations de la société civile, les partenaires de l'UE et les chercheurs universitaires.

Au cours des échanges, l'atelier a suscité des débats contradictoires entre universitaires et acteurs de la société civile sur un certain nombre de questions portant sur la responsabilisation de l'Etat d'une part et de la société civile d'autres. Si certains acteurs universitaires ont dénoncé le soutien aux OSC sans passer par l'Etat, bon nombre d'OSC pense que l'Etat aussi n'a assumé ses responsabilités et que rien n'empêche qu'un partenaire vienne apporter de l'aide à la population.

A la lumière de ces discussions, force est de constater que la présentation de la note de Policy Brief a permis de dégager un certain nombre de constats et de défis:



Les constats:

Il y'a un apport important de l'UE dans le développement du Mali. De ce fait, il dispose d'énormes atouts:

- La disponibilité de gros moyens;
- Partenaire très écouté et très entendu;
- Jouit d'un préjugé favorable de la relative objectivité, par conséquent de crédibilité.

Les défis:

Lourdeur des procédures, la coordination au niveau opérationnelle fait quelques fois défaut, quelques fois même de suscitation des besoins à travers les agences de l'UE.

Aussi, faudra-t-il mentionner que les tensions entre les postures de médiateur et de formateurs de l'UE peuvent susciter des questions de confiance du côté des groupes signataires de l'Accord de paix d'Alger, sans parler des aspects de communication liés à l'insuffisance de visibilité des actions de l'UE.

En matière d'équipement, l'incohérence de l'UE est le plus patente, puisque que les restrictions en matière d'achat d'un certains types de matériels de guerre et la volonté affichée de remettre l'armée malienne à niveau sont antinomique.

Annex 1: AGENDA

Date : 22 juillet 2017

Lieu : Salle de conférences du Rectorat de l'USJPB

Horaire	Sessions	Intervenants
08h30 - 09h00	Accueil et inscription des participants	Organisations
09h00 - 09h 40	Cérémonie d'ouverture : Mots de bienvenus du Recteur de l'USJPB Mots du CA WANEP-Mali Allocution du consortium (WOSCAP) Allocution du représentant de la délégation de l'UE Allocution d'ouverture du représentant du MESRS	Pr. Moussa Djiré PCA WANEP-Mali Représentant du consortium Représentant de la délégation Ministres ou Représentants
09h40- 10h 00	Photo de Groupe / Pause-café	
10h00- 12h30	Introduction des participants (chaque participant se présente) ; Présentation du rapport provisoire Présentation du projet WOSCAP la Diplomatie à voies multiples ; la réforme du secteur de sécurité (RSS) et ; les réformes de la gouvernance (GOV)	Tous Equipe de recherche Pr. Moussa Djiré; Pr. Bakary Camara; Pr. Kissima Gakou; Pr. Djibril Sow
12h30- 13h 45	Pause-Déjeuner	
13h45 15h 00	Présentation et discussion sur la note de politique	Commission de rédaction Ambroise Dakouo, ARGA
15h00 15h30	Cérémonie de clôture	
15h30- 15h 45	Pause-café,	Tous
15h 45- 16h 30	Séances de travail de l'équipe du Projet Inputs sur les documents Corrections finales	Equipes du projet
	Conclusions et fin de la table ronde	Equipes du projet